



Convention définissant les missions de l'observatoire départemental de l'assainissement collectif du Morbihan

Entre

Le département du Morbihan, domicilié 2, rue Saint-Tropez - CS 82400- 56009 VANNES Cedex, représenté par Monsieur le Président du Conseil général, spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil général du 24 septembre 2008,

Et

La commune de SAINT-AVE - Hôtel de ville - Place F. Mitterrand - BP 20 - 56891 SAINT-AVE Cedex - désignée comme maître d'ouvrage de l'assainissement collectif, représenté par Madame le Maire spécialement habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil municipal en date du

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le département du Morbihan réalise la mission observatoire de l'assainissement collectif au bénéfice de la collectivité adhérente.

Les collectivités bénéficiaires de cette convention sont celles qui sont maîtres d'ouvrage en assainissement collectif sur le territoire Morbihannais et qui ne peuvent pas prétendre à l'assistance technique départementale du SATESE.

Cette convention définit plus précisément les modalités d'échange d'informations, la propriété et la transmission des données ainsi que les engagements de participation de la collectivité bénéficiaire à l'observatoire départemental de l'assainissement du Morbihan.

La présente convention est conclue entre le département et le maître d'ouvrage bénéficiaire sur l'ensemble des stations d'épuration de son territoire de compétence.

Article 2 : Objectifs

Les apports de l'observatoire départemental de l'assainissement du Morbihan au bénéfice des maîtres d'ouvrage adhérents sont multiples :

- l'agrégation de données descriptives et de fonctionnement des systèmes d'assainissement pour le compte de l'agence de l'eau Loire-Bretagne,
- la mutualisation de l'expérience technique ou méthodologique des autres maîtres d'ouvrage morbihannais,
- la communication et la diffusion des données techniques par type de procédés épuratoires pour répondre à des interrogations de choix techniques,
- la publication de statistiques départementales sur l'assainissement collectif,
- la publication de guides techniques ou de méthodes,
- un échange annuel avec tous les maîtres d'ouvrage adhérents pour informer des évolutions et obligations réglementaires en assainissement collectif.

Le département assure avec les maîtres d'ouvrage adhérents à l'observatoire un lien technique privilégié en absence d'un suivi technique du SATESE.

Article 3 : Contenu de la mission

L'observatoire départemental de l'assainissement géré par le département, permet d'agréger des données et informations générales sur l'assainissement collectif à l'échelle départementale et extra-départementale.

Dans ce cadre, et sans rémunération, le département propose aux bénéficiaires de la présente convention :

- un appui méthodologique à la réalisation d'études techniques relatives à l'assainissement collectif,
- la mise à disposition de synthèses départementales sur l'assainissement collectif,
- une mutualisation de retours d'expériences techniques à l'échelle départementale ou extra-départementale,
- un temps d'échange annuel individuel sur demande de la collectivité ou collectif sur l'assainissement et ses problématiques.

Le suivi peut comprendre chaque année une réunion avec le maître d'ouvrage du système d'assainissement et/ou une visite de la/des stations d'épuration.

Ces échanges avec l'exploitant et le maître d'ouvrage permettront au département de mettre à jour les informations sur le système épuratoire de la collectivité et de recueillir les points de difficultés rencontrées par le maître d'ouvrage.

L'ensemble des informations sont agrégées et transmises à l'agence de l'eau Loire-Bretagne qui aide financièrement cette mission.

Article 4 : Limites de la mission – responsabilités

Les visites techniques de site du département donnent lieu à des comptes rendus. Le maître d'ouvrage reste seul juge de la suite à réserver aux observations émises par le département.

Le département ne pourra être tenu responsable en cas de défaillance des installations.

Article 5 : Engagement du département du Morbihan

Le département s'engage à :

- assurer une visite annuelle de site en présence du maître d'ouvrage et/ou de son exploitant sur les ouvrages de faible capacité épuratoire avec une prise de rendez-vous au moins 15 jours à l'avance,
- d'apporter des éléments d'information techniques et réglementaires sur sollicitation du maître d'ouvrage auprès du département,
- mettre en réseau les maîtres d'ouvrage confrontés aux mêmes problématiques,
- mettre à disposition du maître d'ouvrage la valorisation des données acquises (rapports, synthèses).

Article 6 : Engagement du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- informer son exploitant de la présente convention et des transmissions à opérer,
- mettre à la disposition de l'observatoire départemental de l'assainissement toutes les informations disponibles (études, plans et dossiers d'exécution du réseau et des stations d'épuration, inventaires des branchements, carnets d'entretien des installations, relevés des compteurs, gestion des boues, ...),
- transmettre ou faire transmettre par son exploitant les résultats de l'autosurveillance des stations d'épuration et des principaux équipements du réseau. Les données d'autosurveillance seront transmises, dans la mesure du possible, sous format SANDRE, par voie électronique,
- autoriser au personnel mandaté par le département, l'accès à tous les ouvrages et bâtiments du réseau (postes de relèvement, déversoirs,...) et de la station d'épuration,
- prévenir le département de toute modification intervenue dans le déroulement des études et travaux suivis lors de l'exploitation des équipements d'assainissement,
- lui faire connaître la suite donnée à ses avis,
- lui faire connaître les projets en cours ou envisagés,
- autoriser le département à exploiter et valoriser les données transmises dans le cadre de l'observatoire départemental de l'assainissement.

Article 7 : Participation du maître d'ouvrage

Aucune participation financière n'est demandée au maître d'ouvrage par le département.

Article 8 : Exploitation des données

Les données produites et valorisées par le département restent propriété du maître d'ouvrage qui autorise le département à les communiquer aux partenaires institutionnels et acteurs de l'eau.

Le maître d'ouvrage autorise les services techniques du département à exploiter les données à des fins d'intérêt général dans le cadre de l'observatoire départemental de l'assainissement.

Article 9 : Evolution du nombre d'ouvrages à suivre

La convention est signée pour l'ensemble du territoire de compétence du maître d'ouvrage, même si celui-ci évolue au cours de la durée de la convention.

Article 10 : Durée de la convention – litiges

La présente convention, d'une durée de 3 ans, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015 et arrivera à échéance le 31 décembre 2017.

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Pour tout litige intervenant dans l'exécution de la présente convention, il sera fait appel au Tribunal Administratif de Rennes.

**Le Président du Conseil général
du Morbihan**

Le Maire, le Président

François GOULARD